



PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES INONDATION BASSIN VERSANT DE PILATRI

Note de présentation



Vu pour être annexé à l'arrêté en date
du... **23 SEP 2003** ...

LE PRÉFET
AJACCIO
Pour le Préfet et par délégation

Pour le Préfet et par Délégation,
L'Adjoint au Chef de Service

J.M. COLONNA

Juillet 2003



ingénierie

1105, Avenue Pierre Mendès France
BP 4001 - 30001 NIMES Cedex 5 - France
Tél : 04.66.87.50.00 - Fax : 04.66.84.25.63
E-Mail : brl@brl.fr - Web : <http://www.brl.fr>

COMMUNES DE PARTINELLO ET OSANI – PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION DU BASSIN VERSANT DU PILATRI *NOTE DE PRESENTATION*

PRÉAMBULE

1. CADRE GÉNÉRAL DE LA PROCÉDURE DU PPR	1
1.1 la démarche globale de gestion des inondations	1
1.2 Les objectifs du PPRinondation	4
2. LE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE ET LE CONTEXTE HYDROLOGIQUE	6
2.1 Le bassin versant	6
2.2 La géomorphologie de la vallée	8
2.3 La pluviométrie	8
2.4 La vulnérabilité du site	8
3. CONNAISSANCE ET PRISE EN COMPTE DU RISQUE	10
3.1 Etude du risque	10
3.1.1 La démarche	10
3.1.2 Les crues historiques	12
3.1.3 Le mode de qualification des aléas	14
3.2 Eléments d'actualisation de l'étude BRL <i>ingénierie</i> juillet 1997	16
Méthodologie utilisée	16
Modifications apportées	16
3.3 Prise en compte du risque	17
3.3.1 Principes généraux	17
3.3.2 Le PPRinondation : carte de zonage réglementaire et règlement	17
ANNEXES CARTOGRAPHIQUES	19
Carte de vulnérabilité	20
Carte d'aléa d'inondation	21

PREAMBULE

Le département de la Corse du Sud a été affecté, ces dernières années particulièrement, par des phénomènes pluviométriques très intenses qui ont provoqué des crues souvent catastrophiques et particulièrement sur le côté ouest de l'île.

C'est le cas sur les communes d'OSANI et de PARTINELLO particulièrement touchées par les crues sur le bassin versant du Pilatri survenues au cours de l'automne 1992 et début juin 1997.

Ces inondations catastrophiques ont mis en évidence la nécessité de mieux prévenir les risques d'inondation et d'accroître la sécurité des personnes et des biens.

Une relance vigoureuse de la politique de prévention des risques naturels prévisibles a été décidée au plan national par le ministère de l'Environnement, et mise en œuvre en Corse du Sud sous l'impulsion du représentant de l'Etat.

Dès 1994, une synthèse départementale a ainsi été réalisée, il s'agit du « programme de prévention contre les inondations liées au ruissellement pluvial et aux crues torrentielles ».

Cette étude générale a permis de recenser, identifier et localiser, une quinzaine de « bassins prioritaires de risques » couvrant une cinquantaine de communes, elle a servi en outre à orienter le programme quinquennal de cartographie réglementaire des risques d'inondation.

L'étude du bassin versant du ruisseau du Pilatri s'inscrit dans le cadre de ce programme quinquennal, dont le but est de préciser de façon détaillée l'intensité et la localisation des risques, et de traduire de façon réglementaire à travers un Plan de Prévention des Risques (PPR) les dispositions qui devront s'imposer en matière d'usage des sol, de protection des personnes et des biens (en particulier dans les secteurs à enjeux les plus exposés) mais également de préservation des champs d'expansion des crues.

*Le périmètre d'étude retenu pour l'établissement de la cartographie détaillée de l'aléa d'inondation couvre le cours aval du **ruisseau du Pilatri** sur les communes de **Partinello** (pour partie) et **Osani** (pour partie).*

1. CADRE GENERAL DE LA PROCEDURE DU PPR

1.1 LA DEMARCHE GLOBALE DE GESTION DES INONDATIONS

GENERALITES SUR LES PPR

Instaurés dans un souci de simplification par l'article 16 de la loi n°95-101 du 2 février 1995 dite de « renforcement de la protection de l'environnement », les Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles, dits « PPR » sont destinés à remplacer les procédures antérieures existantes (P.S.S., P.E.R., R111-3).

Le contenu et les modalités d'élaboration de ces nouveaux documents ont été fixées par le décret n°95-1089 du 5 octobre 1995. Il s'agit d'une procédure engagée sur l'initiative de l'Etat et conduite sous l'autorité du Préfet, par un ou plusieurs services de l'Etat. Le dossier dont la mise à l'étude est prescrite par arrêté préfectoral, est approuvé après enquête publique et consultation des Conseils Municipaux concernés.

Le document initial peut être modifié ultérieurement suivant la même procédure que son élaboration, pour tenir compte des améliorations apportées aux écoulements suite à des travaux de protection, dès lors qu'elles sont significatives ou, à contrario, de tout élément (crue, études, imperméabilisation) remettant en cause le périmètre et les dispositions arrêtés.

Les PPR sont opposables à tout mode d'occupation des sols et valent servitude d'utilité publique (article R 126-1 du code de l'urbanisme). Les documents d'urbanisme doivent respecter leurs dispositions et les comporter en annexes (article R 123-14).

L'élaboration des PPR pour la Corse s'inscrit dans une politique générale mise en œuvre à travers un programme quinquennal de cartographie réglementaire des risques, dont la finalité est que chaque bassin versant soumis à un risque d'inondation identifié soit couvert par un PPR.

LES TEXTES APPLICABLES

La loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et **la loi n° 95-101 du 2 février 1995** dite de renforcement de la protection de l'environnement exposent les bases de la politique de l'État en matière de prévention des risques naturels prévisibles.

La loi du 13 mai 1996 est relative à la responsabilité pénale pour faits d'imprudence ou de négligence.

En ce qui concerne plus particulièrement le risque inondation, **la circulaire du 24 janvier 1994** relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables expose la politique arrêtée en matière de gestion des zones inondables. Celle-ci répond aux objectifs suivants :

- Interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables ;
- Préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval ;
- Sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées.

Le décret du 5 octobre 1995 présente les modalités d'élaboration et le contenu des Plans de Prévention des Risques.

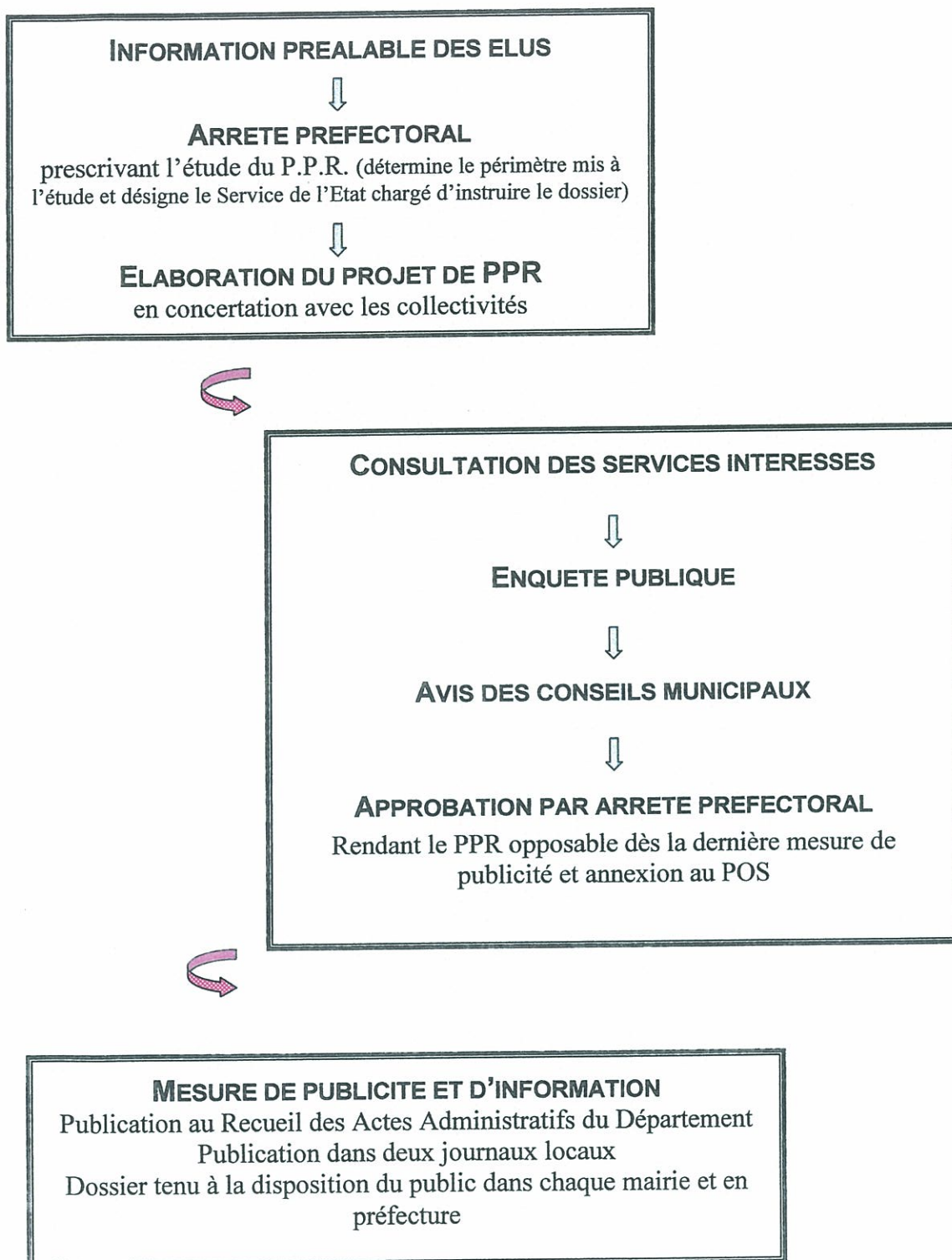
Le décret du 17 octobre 1995 expose les modalités d'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement les vies humaines

La circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables expose la politique à mettre en œuvre dans les zones déjà bâties. Il s'agit notamment de :

- Veiller à ce que soit interdite toute nouvelle construction dans les zones inondables soumises aux aléas les plus forts
- Contrôler strictement l'extension de l'urbanisation, c'est-à-dire la réalisation de nouvelles constructions, dans les zones d'expansion des crues ;
- Eviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés.

Il est également précisé que ces objectifs conduisent à délimiter des zones d'expansion des crues à préserver où la crue peut stocker un volume d'eau important, comme les terres agricoles, espaces verts, terrains de sport, etc.

LA PROCEDURE « PLAN DE PREVENTION DES RISQUES »



En ce qui concerne le bassin versant du Pilatri, le dossier du PPR s'établit comme suit :

- **Arrêté Préfectoral** de prescription du 25 février 1997.
- **Elaboration de l'étude** de cartographie de l'aléa par le bureau d'étude **BR Lingénierie**, consistant en l'analyse et la prise en compte du risque.

Cette étude a été réalisée dans le courant 1997, en concertation avec les communes concernées, avec validation des résultats par le Comité de Pilotage de la Cellule d'Analyse sur les Risques et l'Information Préventive (CARIP) au cours de plusieurs réunions d'étapes. Une étude complémentaire réalisée en 2002 a permis de conforter et d'actualiser l'aléa d'inondation et l'analyse du risque.

- **Réalisation du projet de PPRi** (comprenant une note de présentation, un règlement et un plan de zonage réglementaire).
- **La consultation et l'avis des Services**
- **L'avis de la Chambre d'agriculture et avis du CRPF**
- **Enquête Publique**
- **Avis de la Commune concernée**
- **Arrêté d'approbation préfectoral et mesures de publicité.**

1.2 LES OBJECTIFS DU PPR INONDATION

Les raisons de la prescription des PPR découlent de l'existence d'un risque connu et de la probabilité qu'un nouvel événement provoque des victimes et des dommages.

Dans un contexte hydrologique défavorable et devant une urbanisation difficilement maîtrisée par les communes, l'État a décidé de mettre en place un Plan de Prévention des Risques d'Inondation sur une partie du territoire des communes de Partinello et Osani.

Les objectifs du PPR visent à :

- Interdire définitivement l'expansion urbaine ou tout aménagement en zone inondable susceptible de compromettre la sécurité des personnes et des biens,
- Préserver les capacités d'écoulement et les champs d'expansion des crues,
- Sauvegarder les milieux naturels qui contribuent à l'équilibre des sites et des paysages liés à l'eau.

Pour atteindre ces objectifs, deux principes majeurs sont à retenir

1. Veiller à interdire toute nouvelle construction et travaux pouvant aggraver les risques dans les zones soumises aux aléas forts ou très forts ;

Recommander, autoriser voire imposer dans les secteurs très exposés les travaux nécessaires pour réduire la vulnérabilité des biens et des activités existants selon certaines prescriptions.

Le PPRi pourra notamment définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde pour les constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés antérieurement à la date d'approbation du plan.

Dans les zones moins exposées (d'aléa modéré) il est conseillé de prendre les dispositions nécessaires pour :

- ♦ Maintenir les zones naturelles en l'état,
 - ♦ Imposer des prescriptions pour toute nouvelle construction ou aménagement qui pourront être exceptionnellement autorisés.
2. A l'échelle du bassin versant, s'assurer que toute action anthropique située dans les zones non directement exposées à un aléa inondation ne puisse entraîner une aggravation du risque dans les zones aval directement touchées par un risque identifié et cartographié (notamment dans le périmètre de cartographie réglementaire du PPR). Il pourra s'agir par exemple de travaux d'infrastructures (routes, pistes, ouvrages, divers,...) , de déforestation ou d'urbanisation, etc...

2. LE SECTEUR GEOGRAPHIQUE ET LE CONTEXTE HYDROLOGIQUE

Des reconnaissances de terrain successives ont été réalisées les 10 février, 20, 22 et 23 avril 1997, les 4 et 5 juin 1997, et plus récemment les 20 et 21 août 2002. Aux différentes visites et réunions, les communes d'Osani et Partinello furent associées.

2.1 LE BASSIN VERSANT

Le ruisseau de PILATRI draine au niveau de la plage de CASPIU un bassin versant de 5,8km². Les principaux ruisseaux affluents sont ceux des ravins de l'Agnelli et de Curzu.

Avec une pente moyenne de 19% sur sa partie amont, et 2% sur l'aval, ce bassin versant a un temps de réponse rapide de l'ordre d'1h.

La carte du bassin versant est représentée en page suivante.



Plan de Prévention des Risques d'inondation

Bassin du Pilatri



ECHELLE : 1/25 000
JUILLET 2003

2.2 LA GEOMORPHOLOGIE DE LA VALLEE

Jusqu'à l'arrière plage, la vallée est encaissée et bien marquée (pente moyenne de : 0,19 m/m sur sa partie amont), avec une couverture végétale du bassin versant très importante (donc un apport potentiel en matériaux solides très faible) et un encaissement rapide des cours d'eau, limitant l'expansion des eaux.

En aval sur l'arrière plage (zone d'étude), la pente du ruisseau s'affaiblit (0.022 m/m).

La largeur moyenne de son lit mineur (arrière plage) est d'environ 2,5 m. Des petites terrasses décapées lors des dernières crues, sur 1,5 m à 1,7 m largeur, permettent de fixer la largeur de la bande active (bande de divagation) soit en moyenne : 5,7 m. De part et d'autre de cette limite, le lit est bordé par une végétation buissonnante très dense, difficilement pénétrable. La granulométrie (taille des blocs charriés) moyenne varie entre 20 et 25 cm (D50) pour une taille maximum de 80 cm, ce qui démontre la violence que peuvent avoir les crues.

2.3 LA PLUVIOMETRIE

La pluviométrie annuelle moyenne est caractéristique des zones littorales méditerranéennes avec 600 à 700 mm, alors que la pluie journalière décennale n'est pas très élevée avec 135 mm. Ce sont les pluies diluviennes de courtes durées (<1 h) qui génèrent les crues les plus fortes de type torrentiel.

2.4 LA VULNERABILITE DU SITE

L'occupation des sols et sa sensibilité aux inondations sont fonction de l'usage des constructions : habitations, service public, camping, loisir, école,..., du type de l'activité qui s'y pratique et de la nature des terrains : naturel, agricole,...

L'étude a permis d'identifier l'occupation des sols actuelle et de la hiérarchiser selon leur nature en trois classes :

➤ **Vulnérabilité faible** : Il s'agit :

- ◆ des zones naturelles (correspondant à la zone ND des POS)
- ◆ des secteurs agricoles sans installation (prairies, vergers, ...)

➤ **Vulnérabilité moyenne** : Cette classe correspond

- ◆ aux bâtiments agricoles,
- ◆ aux zones de loisirs sans hébergement
- ◆ aux infrastructures secondaires : voiries communales et rurales, parkings, stations d'épuration, station de pompage et infrastructures techniques.

➤ **Vulnérabilité forte** : Cela concerne :

- ◆ toutes les zones habitées y compris les campings, caravanings et les camps de vacances,
- ◆ les zones d'activité économique,
- ◆ les infrastructures principales (routes nationales, routes départementales et chemin de fer)
- ◆ les équipements structurants : transformateurs, centraux téléphoniques, lignes HT et MT
- ◆ les canalisations structurantes (eau potable).

Sur le Pilatri, à Caspiu, sont concernés, par une vulnérabilité moyenne à forte :

- le parking,
- les restaurants "U Caspiu" et "Punta Rossa",
- la route d'accès.

La vulnérabilité de ces 3 sites a fait l'objet d'un report cartographique sur fond IGN, joint en annexe.

3. CONNAISSANCE ET PRISE EN COMPTE DU RISQUE

3.1 ETUDE DU RISQUE

Le plan de prévention des risques d'inondation du bassin versant du Pilatri est établi à partir des résultats de l'étude réalisée par BRL *ingénierie* (juillet 1997 actualisée en août 2002), à laquelle il convient de se référer pour de plus amples renseignements d'ordre technique.

3.1.1 La démarche

Il est présenté ci-après les principales étapes qui ont permis d'analyser et de cartographier l'aléa inondation.

En préalable, rappelons que "l'aléa" est défini comme un phénomène naturel :

- qui peut être localisé,
- qui a une probabilité de survenir dans un périmètre considéré,
- pour lequel peut être fait état de l'existence ou non d'une chronique historique,
- pour lequel il y a une possibilité d'établir une statistique fiable d'occurrence.

Ce paramètre est déterminant et sert de cadre de référence à la traduction cartographique du plan de zonage du PPR et du règlement qui l'accompagne.

L'étude de l'aléa est basée sur les analyses suivantes :

➤ **La recherche des informations sur les crues historiques :**

Une attention particulière a été portée sur l'analyse des événements pluviométriques des 20-21 octobre 1992, et 1^{er} - 2 juin 1997, qui ont gravement touché le nord ouest de la Corse.

➤ **L'analyse hydrogéomorphologique :**

Elle permet de reconstituer les limites des lits d'écoulement à l'échelle géologique. Une reconnaissance supplémentaire de terrain courant août 2002, ainsi que l'analyse des photographies aériennes a permis d'affiner la détermination de l'inondabilité par approche hydrogéomorphologique.

➤ **L'analyse hydrologique :**

Elle permet de déterminer les crues caractéristiques du cours d'eau. Le calcul du débit de pointe de la crue de référence (crue d'occurrence 100 ans) est essentiel pour caractériser l'aléa inondation.

➤ **L'analyse hydraulique :**

L'analyse hydraulique de la crue de référence permet de préciser les conditions d'écoulement des débits en fonction des caractéristiques topographiques du site.

L'étude hydraulique a été réalisée à partir de l'analyse hydro-géomorphologique actualisée et d'une modélisation simplifiée (formule de Strickler) au droit des profils en travers. La modélisation a été effectuée pour le débit centennal.

Les formules de Strickler ont été calées à partir des observations de terrain et de l'analyse hydro-géomorphologiques qui ont permis d'apprécier les niveaux atteints lors de la crue de 1992.

En moyenne, les coefficients de Strickler retenus (correspondant aux caractéristiques du sol) sont de 12 en lit majeur et de 20 en lit mineur.

3.1.2 Les crues historiques

3.1.2.1 Événement des 20-21 octobre 1992

Le bassin versant du Pilatri a été particulièrement touché par l'événement d'octobre 1992.

La crue a été violente surtout sur la plage de Caspiu à l'embouchure du Pilatri :

L'arrière plage et le parking ont été complètement submergés. Le muret séparant le parking de la plage a été endommagé. La crue a été particulièrement importante.

3.1.2.2 Événement des 1^{er} et 2 juin 1997

La crue du 2 juin 1997 a également fortement touché ce bassin versant.

Deux épisodes pluvieux se sont succédés, le premier le 1^{er} juin en milieu de journée et le second, plus important, dès le 2 juin 0h jusqu'en début d'après-midi. La pluie du 2 juin tombant sur le bassin versant déjà chargé voire saturé en eau, a provoqué un pic de crue intense en milieu de journée.

A la station pluviométrique la plus proche située à Montestremo sur le bassin versant du Fango (270mNGF), il a été enregistré 92,4mm le 1^{er} juin et 98mm le 2 juin, avec une intensité horaire maximale de 37mm/h.

Comparativement, la crue a été plus violente sur ce bassin que sur les bassins situés plus au Sud (Vetricella et Porto).

A **Caspiu**, l'inondation a provoqué des creusements importants sur la plage. Le muret du parking a été endommagé. Le restaurant "U Caspiu" bien que hors d'eau a été cerné par les inondations. L'érosion sur la plage a découvert les fondations du restaurant Punta Rossa.



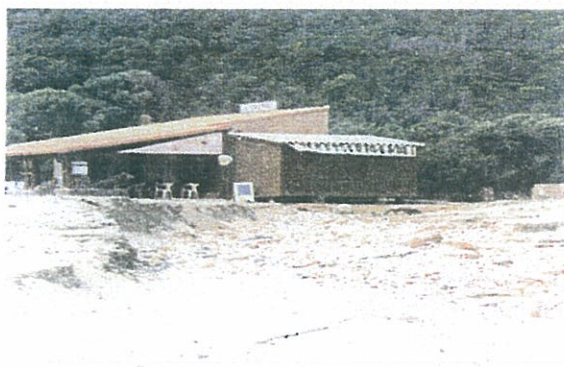
Muret endommagé sur la plage – forte érosion de la plage



Muret du parking endommagé



Dégâts en bordure du restaurant « U Caspiu »



*Contournement du restaurant « U Caspiu »
Forte érosion*



Forte érosion en bordure du restaurant « Punta Rossa »

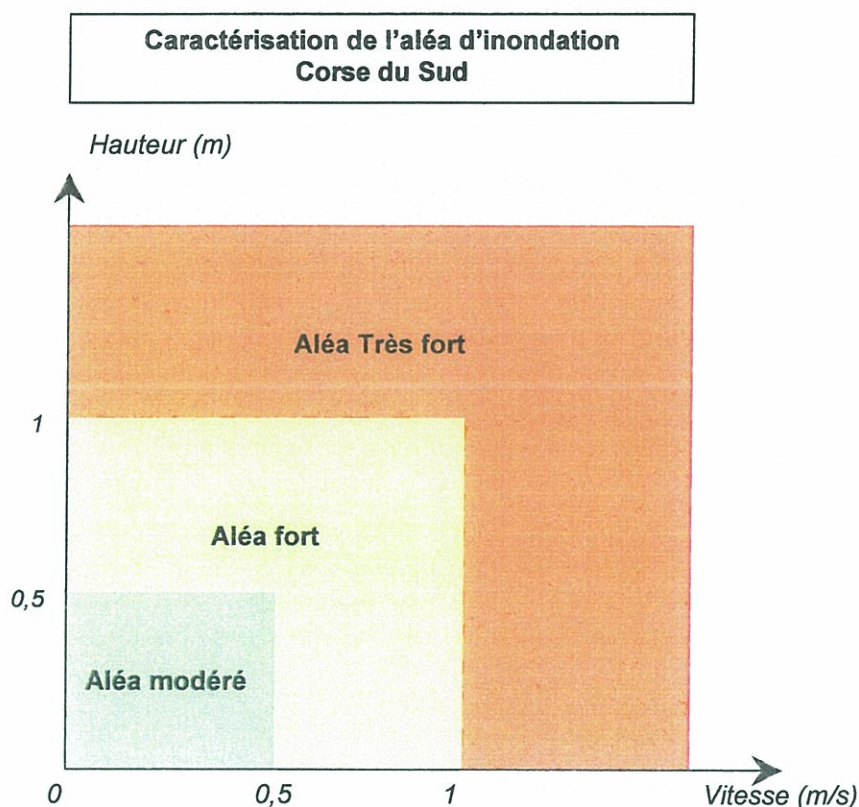


Fondations du restaurant « Punta Rossa » découvertes

3.1.3 Le mode de qualification des aléas

La cartographie de l'aléa est établie à partir des résultats de l'analyse hydrogéomorphologique et des crues historiques, qui permet de tracer la limite du champ d'expansion des crues, et de l'approche hydraulique, par calculs de cotes d'eau et vitesses au droit de chaque profil en travers levé.

Trois classes d'aléa sont retenues en fonction des paramètres de hauteur de submersion et de vitesse d'écoulement. La grille ci-après établie pour les deux départements de la Corse, précise les seuils et les classes correspondantes.



Compte tenu de l'importance des vitesses d'écoulement (forte pente) ou des hauteurs d'eau élevées (obstruction par le cordon dunaire), la majorité du lit majeur des ruisseaux concernés se situe en zone d'aléa fort ou très fort.

Les limites d'aléas ont été reportées, en annexe, sur fond IGN à l'échelle 1/10000^{ème}.

A CASPIU, sont concernés par les aléas d'inondation les secteurs suivants :

Aléa très fort :

- Le long du lit mineur,
- le parking (en partie),
- le muret de la plage,
- une grande partie de la plage (à l'embouchure du ruisseau, au niveau du passage d'accès à la plage entre les deux murets, entre les deux restaurants).

Aléa fort :

- la plage en bordures des zones d'aléa fort.

Aléa modéré:

- le chemin encombré par la végétation, rive gauche du ruisseau, pouvant servir de bras de décharge lors d'une crue exceptionnelle,
- le reste de la plage;
- le restaurant " Punta Rossa " , soumis à des risques importants d'érosions;
- le restaurant "U Caspiu", cerné par des zones d'aléa fort.

3.2 ELEMENTS D'ACTUALISATION DE L'ETUDE BRL *ingénierie* JUILLET 1997

Dans la mesure où l'étude BRL *ingénierie* de juillet 1997 ne comporte pas de fond topographique (indisponible à l'époque), le rendu des cartes de zonage réglementaire est à établir à partir des éléments de ladite étude et reportés sur un fond IGN à l'échelle 1/10000^{ème}. Ce report a nécessité une actualisation des analyses hydrogéomorphologique (sur le terrain) et hydraulique, avec prise en compte de la topographie disponible.

Méthodologie utilisée

➤ Approche hydrogéomorphologique :

Une reconnaissance supplémentaire de terrain le 20 août 2002, ainsi que l'analyse des photographies aériennes datant de la mission 1996 et de photographies terrestres réalisées lors des différentes missions de terrain, ont permis de reporter sur le fond de scan IGN au 1/10 000^{ème} la limite d'inondabilité par approche hydrogéomorphologique.

➤ Approche hydraulique :

Les profils en travers disponibles, réalisés sur le ruisseau du Pilatri en 1997, ont été recalés sur le fond de scan IGN au 1/10 000^{ème}.

Les champs d'inondation résultant de la modélisation hydraulique simplifiée de 1997 (formule de Strickler) ont été reportés sur le nouveau fond de plan et interpolés entre les différents profils en travers en fonction de la topographie IGN 1/10000^{ème}.

La cohérence des deux champs d'inondations ainsi obtenus a été vérifiée et les limites d'aléa reportées sur le fond IGN 10000^{ème}.

➤ Actualisation des enjeux :

La carte de vulnérabilité a également été actualisée en fonction des modifications intervenues depuis cinq années en lit majeur du ruisseau (évolution de l'occupation des sols depuis 1997), identifiées sur le terrain.

Modifications apportées

A Caspiu, l'actualisation de l'analyse hydrogéomorphologique et hydraulique depuis les études initiales menées en 1997, avec prise en compte de la topographie disponible font apparaître en rive gauche du Pilatri un bras de décharge potentiellement mobilisable pour les crues exceptionnelles. De la même manière, les deux restaurants de la plage, cernés par les eaux lors de la crue de juin 1997, sont soumis à un aléa d'inondation potentiel et à des risques importants d'érosion, comme en témoignent les photographies précédentes, pour des événements plus importants.

Ces secteurs ont donc été classés en zone d'aléa modéré.

La vulnérabilité apparaît inchangée depuis l'étude initiale : les murets de pierre séparant le parking et la plage sont toujours en place (ils ont été reconstruits après la crue de juin 1997), et les restaurants n'ont pas été déplacés.

3.3 PRISE EN COMPTE DU RISQUE

3.3.1 Principes généraux

L'Etat et les communes ont des responsabilités respectives en matière de prévention des risques naturels dans le cadre de la gestion et de l'aménagement de l'espace :

- Les maires ont l'obligation d'informer le représentant de l'Etat de la connaissance qu'ils peuvent avoir des risques ; L'Etat doit les afficher, les identifier, en déterminant leur localisation, leurs caractéristiques et en veillant à ce que les divers intervenants les prennent en compte dans leurs actions.
- Les communes doivent prendre en considération l'existence des risques naturels sur leur territoire lors de l'élaboration des documents d'urbanisme ou lors de l'instruction de demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols.
- Dès lors que le risque est identifié, l'Etat peut prescrire l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques (P.P.R.) pour traduire la prévention de ce risque en termes graphiques et réglementaires.

3.3.2 Le PPRinondation : carte de zonage réglementaire et règlement

Le zonage réglementaire du PPRi du ruisseau du Pilatri découle directement de la cartographie de l'aléa d'inondation et fait référence à trois zones réglementaires :

- Zone rouge (d'aléa très fort),
- Zone jaune (d'aléa fort),
- Zone verte (d'aléa modéré).

Compte tenu du risque auquel sont soumis les deux restaurants existants sur l'arrière plage de Caspiu,

- ◆ En raison de la situation de l'un de ces restaurants ("U Caspiu") en zone d'aléa modéré enclavée dans une zone d'aléa très fort,
- ◆ En raison d'un risque d'érosion qui menace le deuxième restaurant (Punta Rossa),

le zonage réglementaire du PPRi du ruisseau du Pilatri prend également en considération le caractère particulier du bâti existant en zone d'aléa modéré, par la création d'un secteur "n" pour lequel une réglementation spécifique est édictée.

La délimitation du zonage réglementaire et le règlement qui y est associé sont destinés à répondre aux principes édictés dans les circulaires du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996.

Le règlement comprend :

- Des prescriptions applicables en matière d'occupation et d'utilisation des sols selon les différents niveaux d'aléas,
- Des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

Les dispositions retenues visent principalement à interdire toute nouvelle opération d'aménagement ou d'urbanisme en zone d'aléa fort et très fort afin de ne pas contrarier l'écoulement et l'expansion naturelle des eaux et ne pas accroître, au-delà des aspects humains et techniques, le coût des dégâts qu'une inondation pourrait engendrer pour la collectivité. Dans ces zones, des aménagements sur les constructions existantes sont admis sous conditions. Ils sont limitativement énumérés par le règlement du PPRi.

En ce qui concerne les zones d'aléa modéré (zones vertes), le PPRi vise également à les préserver de toute urbanisation dans la mesure où elles constituent dans leurs parties naturelles, des champs d'expansion des crues.

Sur le bassin versant du Pilatri, cette zone verte est importante, cependant elle recouvre des espaces naturels classés au POS d'Osani en zone ND.

Considérant l'absence d'enjeux dans ces zones, le PPR prévoit le maintien des espaces concernés en zone inconstructible.

Compte tenu de la situation particulière d'enclavement et du risque d'érosion concernant les deux restaurants existants sur l'arrière plage de Caspiu, le PPR prévoit une réglementation spécifique applicable au secteur "n", dans lequel ils sont implantés.

Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde concernent principalement les travaux d'entretien des ouvrages et des cours d'eau, les conditions d'alerte et d'évacuation des campings et des personnes présentes et les recommandations constructives sur les bâtiments existants.

Dès son caractère exécutoire, le PPR s'impose aux documents d'urbanisme (en particulier au POS) ou à toute demande d'autorisation d'occupation des sols.

La modification du PPR (suite à des aménagements de mesure d'intérêt général susceptibles d'atténuer le risque) ne pourra être admise qu'après validation par le groupe de pilotage de la Cellule d'Analyse des Risques de l'Information Préventive (CARIP) des changements à apporter et dans le respect des règles de procédures définies par le décret du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques.

ANNEXES CARTOGRAPHIQUES

Carte de vulnérabilité

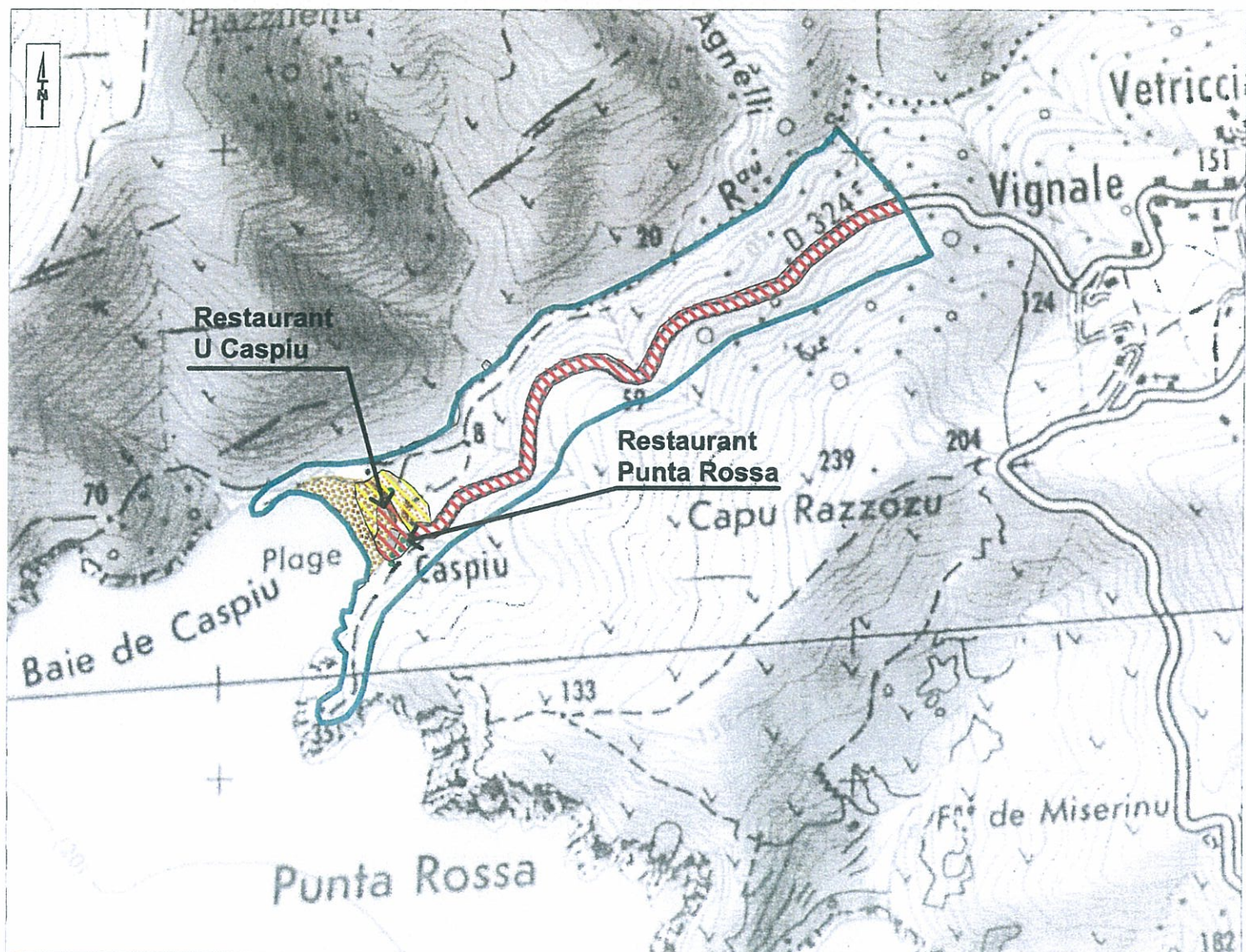


Plan de Prévention des Risques d'inondation

Bassin du Pilatri

Communes de Partinello et d'Osani
(Plage de Caspiu)

Carte de vulnérabilité



Légende

ECHELLE : 1/10 000
JUILLET 2003

BRL
ingénierie



Carte d'aléa d'inondation

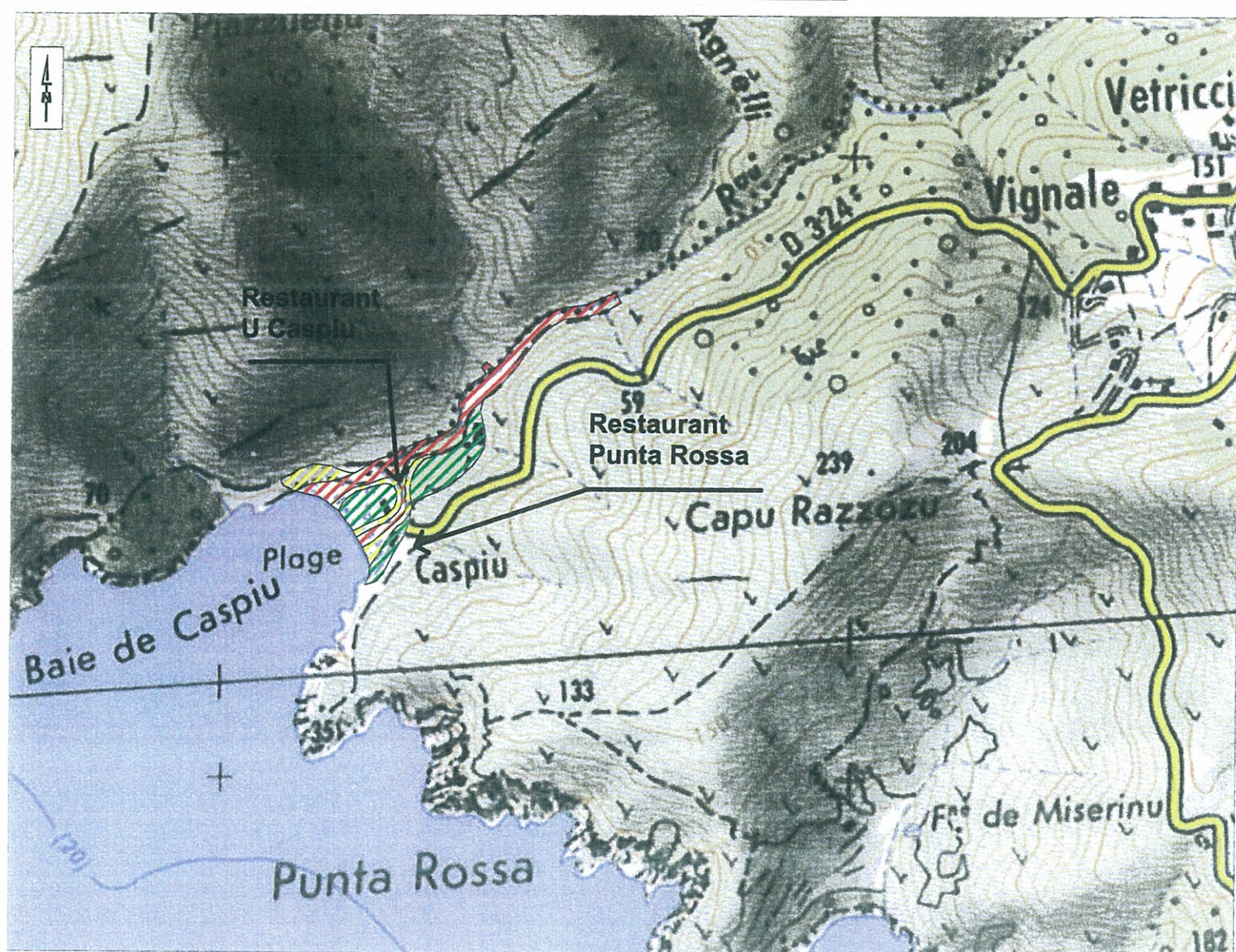


Plan de Prévention des Risques d'inondation

Bassin du Pilatri

Communes de Partinello et d'Osani
(Plage de Caspiu)

Carte d'aléa inondation



Légende

- | | |
|---|----------------|
|  | Aléa très fort |
|  | Aléa fort |
|  | Aléa modéré |

ECHELLE : 1/10 000
JUILLET 2003